

Born in the USA



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Le Canada n'exporte pas que ses ressources naturelles. Il exporte aussi ses malades. On se souvient avec honte de ces Québécois atteints du cancer forcés de suivre leurs traitements aux États-Unis parce que le système de santé québécois était débordé.

Un autre cas, moins tragique, qui s'est produit en Alberta, fait couler beaucoup d'encre en Amérique anglophone. C'est celui de Karen Jepp, de Calgary, enceinte de quadruplées, qui a dû aller accoucher à Great Falls, au Montana, parce qu'il n'y avait pas assez d'incubateurs de niveau 3, destinés aux soins aigus, dans les hôpitaux de Calgary ou dans ceux de l'Ouest canadien.

C'est heureusement une histoire qui se termine bien. En soi, la naissance de vraies quadruplées est exceptionnelle, un cas sur 13 millions. En plus, l'accouchement par césarienne, après 31 semaines de grossesse, s'est parfaitement déroulé, et les bébés, qui pesaient entre deux livres et demie et trois livres à la naissance, sont en bonne santé.

Ce voyage forcé a néanmoins provoqué un questionnement gêné de ce côté-ci de la frontière. Et du côté américain, certains analystes s'en sont donné à cœur joie, voyant dans ce raté une réponse au film de Michael Moore, *Sicko*, qui dénonçait à la tronçonneuse le système de santé américain et faisait une apologie un peu ridicule du système canadien.

Cet incident est riche en enseignements. Le premier, c'est que cette histoire peut nous consoler. Le Québec n'est pas seul! La riche Alberta, avec son système de santé modèle, a le même problème de pénurie de personnel que nous. Calgary dispose en effet de 21 incubateurs de niveau 3, mais seulement 16 d'entre eux sont en service, parce qu'on n'a pas assez de techniciens et de spécialistes pour utiliser les autres.

Le second, c'est que cette exportation de nos accouchements met en relief ce qui est certaine-

Le voyage des quadruplées illustre les carences du système canadien, mais il ne permet pas de démontrer les avantages de l'approche américaine.

ment l'un des grands défauts du système de santé canadien. Dans ce système universel public, c'est en fait l'État, payeur unique, qui détermine l'offre de soins, ce qui engendre une logique de rationnement, qui mène parfois à des pénuries. C'est un système lourd, qui a du mal à s'ajuster rapidement aux changements des besoins. Et qui mène à une aberration comme celle-ci, où Calgary, avec son million d'habitants et sa richesse, doit compter sur les ressources médicales d'une ville de 100 000 habitants qui se trouve, pour les États-Unis, en région éloignée.

Et le troisième, c'est que le Canada n'a pas le monopole de la bêtise.

Les réactions suscitées par cet incident aux États-Unis trahissent le même simplisme qu'au nord de la frontière. «Le système médical canadien a autant de défauts que le nôtre, mais dans l'autre sens», écrivait le *Great Falls Tribune*. «Je suis sûr que les Canadiens aiment leur régime de santé. Mais n'oubliez pas que le Canada a un backup, au Montana», ajoutait le *Charleston Daily Mail*, de Virginie-de-l'Ouest.

Le voyage des quadruplées illustre certainement les carences du système canadien, mais il ne permet pas pour autant de démontrer les avantages de l'approche américaine. Ce pays a le système le plus coûteux au monde, ce qui ne l'empêche pas d'être au 42^e rang pour l'espérance de vie. Et un pays où, avec ses 50 millions de citoyens non assurés, la naissance de quadruplées serait une catastrophe pouvant mener à la faillite les familles incapables de payer les 100 000\$ de frais médicaux.

Si le débat est simpliste de part et d'autre de la frontière, c'est aussi parce que nos deux systèmes sont des caricatures, aux deux extrémités du spectre. D'un côté, le seul pays qui n'a pas un système universel, et de l'autre, le seul pays à avoir un système universel public pur. Partout ailleurs, on trouve des régimes universels, qui couvrent l'ensemble de la population, peu importe les revenus – c'est l'essentiel – mais qui y parviennent sans nécessairement être toujours publics et toujours gratuits. Il y a donc bien de la place au centre, entre le laisser-faire américain et l'orthodoxie canadienne.

Mais le plus important, ce ne sont pas les théories, les systèmes ou les grands principes. Ce sont les gens. Dans chaque débat sur les politiques de santé, il faut d'abord se demander ce qui est le mieux pour les citoyens. Dans ce cas-ci, est-ce que le fait de déplacer en avion-ambulance une mère en plein travail, d'imposer des va-et-vient à une famille dont les bébés ne sont pas tous revenus au pays en même temps, constitue la meilleure façon de traiter une maman qui a une grossesse à risque? On connaît la réponse.



PHOTO FINBARR O'REILLY, ARCHIVES REUTERS

Parmi les progrès réalisés grâce à la présence canadienne dans la province de Kandahar figurent l'installation de 1200 nouveaux puits et la réfection de 190 km de route, sans compter l'aide alimentaire offerte à quelques 200 000 personnes.

Des résultats concrets

Malgré les critiques, la présence canadienne dans la province de Kandahar améliore sensiblement le quotidien de la population

ROBERT GREENHILL



L'auteur est président de l'ACDI.

L'aide canadienne change pour le mieux la vie de la population afghane. Malheureusement, dans un récent rapport, le Conseil de Senlis a présenté une image erronée de nos activités de développement en Afghanistan.

L'Afghanistan est un pays ravagé par la guerre depuis des dizaines d'années. Ses citoyens sont pauvres et ses hôpitaux ne satisfont pas aux normes canadiennes. Mais, la situation s'améliore. Lorsque j'ai visité l'hôpital Mirwais, j'ai vu des enfants se

faire vacciner contre la poliomyélite et la rougeole grâce à l'aide financière versée par le Canada. Avec l'aide fournie par le Canada, l'UNICEF a formé des travailleurs en santé et a entrepris la construction d'un centre d'attente pour femmes enceintes.

Non seulement les services à cet hôpital sont-ils meilleurs, mais nous aidons à améliorer la santé des Afghans partout dans la province de Kandahar. Les cas de poliomyélite ont baissé de 77% en Afghanistan cette année. Depuis la chute des talibans, la mortalité infantile à l'échelle de l'Afghanistan a diminué de plus de 20%, épargnant ainsi 40 000 enfants chaque année.

Dans la province de Kandahar, semaine après semaine, de véritables progrès sont accomplis. Parmi eux figurent la réfection de plus de

190 km de routes rurales et l'installation de plus de 1200 nouveaux puits. Plus de 5600 personnes participent aux programmes d'alphabétisation et quelque 200 000 personnes ont reçu une aide alimentaire. En outre, plus de 420 000 mètres carrés de terres ont été déminées depuis mars 2005, pour le bénéfice de plus de 10 000 personnes.

Nous obtenons des résultats concrets dans la province de Kandahar en travaillant étroitement avec certains des organismes les plus solides, les plus expérimentés et les plus respectés dans le monde, notamment le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF. Ensemble, nous aidons les Afghans à bâtir un avenir meilleur, pour eux-mêmes et pour leurs familles.

Il faut s'améliorer!

Pour maintenir notre niveau de vie, nous devons trouver les moyens d'augmenter notre niveau de productivité

JEAN BOIVIN ET ROBERT GAGNÉ
Les auteurs enseignent à l'Institut d'économie appliquée de HEC Montréal.

On parle beaucoup depuis un certain temps de la pauvreté du Québec relativement au reste du Canada et aux États-Unis. La donnée de base qui alimente le débat est le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Rappelons que le PIB mesure la valeur de l'ensemble des activités économiques réalisées au cours d'une année sur un territoire donné.

En 2004, le PIB par habitant du Québec s'élevait à 35 400\$. Aux États-Unis, il s'élevait pour la même année à 49 100\$CAN. Il s'agit d'un écart de

Le reste de l'écart observé, soit 8300\$, ne s'explique pas par des choix de mode de vie. Les Québécois sont 8300\$ moins riches que les Américains parce qu'ils sont moins productifs. En d'autres termes, pour un temps équivalent consacré au travail, les travailleurs québécois produisent moins que les travailleurs américains. Cela n'est certainement pas un choix de mode de vie. On ne choisit pas d'être inefficace. Si les travailleurs québécois étaient aussi productifs que ceux des États-Unis tout en conservant leur style de vie actuel (vacances, travail à temps partiel, etc.), l'économie du Québec serait plus riche d'au moins 60 milliards. Les revenus du gouvernement du Québec seraient de 12 milliards supérieurs à ce qu'ils sont actuellement. Tout ça avec les

moyenne moins d'heures annuellement que les Canadiens (selon l'OCDE, ils travaillaient environ 18% moins d'heures que nous en 2005). Ils sont toutefois très efficaces lorsqu'ils sont au travail.

Obnubilés que nous sommes à rafistoler notre système de soins de santé, nous avons perdu de vue l'essentiel: faire ce qu'il faut pour améliorer ou, à la limite, simplement maintenir notre niveau de vie. Sans qu'il soit nécessaire de remettre en question notre mode de vie, au moins trois voies s'offrent à nous pour améliorer notre niveau de vie.

D'abord, il faut reconnaître que la productivité est beaucoup l'affaire des entreprises. Or, actuellement nous taxons les entreprises lorsqu'elles investissent pour se moderniser plutôt que de les taxer lorsqu'elles font de l'argent. Donc, nous taxons mal (peu importe le fardeau fiscal que l'on estime adéquat pour les entreprises) et cela affecte directement notre productivité, donc notre niveau de vie.

Ensuite, il faut investir davantage (de façon publique, mais aussi privée) dans le «capital humain». Une société instruite et bien formée est plus productive. Collectivement, nous continuons à sous-investir en éducation et cela affecte également notre niveau de vie.

Enfin, il faut investir davantage dans les infrastructures publiques. Un des rôles de l'État est de mettre à la disposition de la société des infrastructures permettant à son économie de se développer et de prospérer. Nous sous-investissons depuis trop longtemps dans nos infrastructures publiques (routes, transport en commun, écoles, équipements culturels, etc.), encore une fois au détriment de notre niveau de vie.

Ces trois pistes de solutions n'exigent pas une remise en question de notre mode ou style de vie. Bien au contraire, l'amélioration de notre performance en matière de productivité est essentielle à la survie de ce mode de vie qui nous est si cher.

Actuellement, nous taxons les entreprises lorsqu'elles investissent pour se moderniser plutôt que de les taxer lorsqu'elles font de l'argent.

13 700\$, soit près de 40% du PIB québécois. Autrement dit, les Américains étaient, en moyenne, environ 40% plus riches que nous en 2004. C'est un écart considérable qui, malheureusement, ne va pas en diminuant. Comment un tel écart peut-il s'expliquer?

Dans un rapport publié ce printemps, la Banque TD trouve qu'environ 40% de cet écart (5400\$) provient de la démographie, de notre taux de participation au marché du travail et du temps que l'on consacre au travail. En moyenne, les travailleurs québécois travaillent moins que les travailleurs américains, entre autres parce qu'ils valorisent probablement davantage les loisirs et la vie en famille. Il s'agirait là d'un choix de mode de vie légitime qui a un coût, soit 5400\$ par habitant par année ou environ 40 milliards\$ à l'échelle de l'économie québécoise.

mêmes conditions de travail qu'actuellement! On voit donc que contrairement aux idées souvent véhiculées, une grande partie de notre écart de niveau de vie ne résulte pas d'un choix de mode de vie.

Un retard canadien

Ce retard de productivité n'est pas que québécois, il est aussi canadien. Selon des données compilées récemment par le Bureau of Labor Statistics aux États-Unis, le PIB par heure travaillée au Canada est de 20% inférieur à celui des États-Unis. Encore là, il ne s'agit pas d'un retard dû au fait que les Canadiens font le choix de moins travailler, mais plutôt d'un retard dû à une plus faible productivité.

Lorsque comparée à la Norvège, championne mondiale en matière de productivité mais aussi à tendance sociale-démocrate, le retard canadien s'élève à près de 45%. Pourtant, les Norvégiens travaillent en

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations publiées à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.